



L'ALDA RECHERCHE DES PARTENAIRES EUROPEENS INTERESSES PAR L'OUVERTURE D'UNE AGENCE DE DEMOCRATIE LOCALE EN AZERBAÏDJAN

L'Association des Agences de Démocratie Locale (ALDA), avec le soutien du Congrès des Pouvoirs Locaux et Régionaux du Conseil de l'Europe, souhaite élargir ses activités et promouvoir la démocratie locale et la participation citoyenne dans le Sud du Caucase, en ouvrant une Agence de Démocratie Locale (ADL) en

Azerbaïdjan en 2012.

En 2006, l'ADL de Géorgie a été la première Agence ouverte dans le Sud du Caucase. Avec l'ouverture de l'Agence d'Arménie en 2011 à Gyumri, le réseau des ADL s'y est développé.

Afin de compléter ce réseau, l'ALDA vient d'entamer les démarches d'ouverture d'une ADL en Azerbaïdjan.

Ainsi, l'ALDA est à la recherche de collectivités territoriales et d'ONG européennes qui souhaiteraient devenir partenaires de l'ADL et soutenir les efforts fournis pour son ouverture en Azerbaïdjan.

L'ADL réunirait ainsi des partenaires internationaux dont européens, tels que des ONG, des collectivités territoriales, des associations de collectivités territoriales qui travailleraient avec leurs homologues azerbaïdjanais pour accroître la participation citoyenne et la coopération à l'échelle locale.

L'ALDA est actuellement à la recherche de partenaires et d'organisations potentiels qui souhaiteraient soutenir le projet d'ouverture d'une ADL en Azerbaïdjan et devenir partenaire de l'ADL.

Une réunion d'informations à l'intention de partenaires potentiels se déroulera le 22 mars à Strasbourg, lors de la session plénière du Congrès des Pouvoirs Locaux et Régionaux du Conseil de l'Europe.

L'ALDA espère que de nombreuses collectivités territoriales et ONG participeront à cette réunion et soutiendront l'initiative. Si vous avez des questions ou si vous souhaitez de plus amples informations, nous vous prions de contacter Mr. Peter Sondergaard, Chargé de mission à l'ALDA (email : peter.sondergaard@aldaintranet.org, ou téléphone : +32 274 201 61).

[Dans ce document](#) vous trouverez une description plus détaillée des origines du projet d'ADL en Azerbaïdjan et des idées qu'il porte.



LE CONSEIL D'ADMINISTRATION DE L'ALDA LANCE LE PROGRAMME 2012

Le Conseil d'Administration de l'ALDA qui s'est tenu le 3 février a lancé le programme 2012 de l'association.

Malgré les difficultés rencontrées par les collectivités territoriales et les ONG (les principaux partenaires de l'ALDA), l'organisation continue sa démarche positive en termes d'activités et d'adhésions.

Le soutien total à la gouvernance locale et à la coopération entre les collectivités territoriales et les ONG sera la priorité. Les Agences de Démocratie Locales (aujourd'hui au nombre de 13) seront renforcées par des projets et des partenariats. Une attention particulière sera donnée aux nouvelles ADL (celle d'Arménie et la future Agence d'Azerbaïdjan, dans le sud du Caucase, ainsi que l'ADL du Kosovo).

Pendant l'Assemblée Générale qui se tiendra à Udine (Italie) les 7 et 8 juin, un nouveau Conseil d'Administration sera élu. En ces temps difficiles, il aura un rôle fondamental dans l'accompagnement de l'organisation, alors que la gouvernance locale et la participation citoyenne reste les meilleures options pour promouvoir la démocratie et la paix en Europe et dans son voisinage. La « Stratégie ALDA 2020 » est en cours de discussion, entre les membres et les proches partenaires de l'association. La précision du texte de positionnement, pour les trois prochaines années, sera aussi à discuter. Ce texte sera approuvé lors de l'AG d'Udine. Une révision des statuts sera aussi proposée pour que le texte soit en adéquation avec la situation actuelle de l'organisation.

Le programme 2012 confirme aussi le fort partenariat avec le programme « [l'Europe pour les citoyens](#) » de la DG Communication, au travers duquel l'ALDA a reçu une Subvention de Fonctionnement et a pu mettre en place des projets. L'ALDA est un membre actif du Dialogue Structuré et elle fait aussi partie de l'Alliance en charge de la préparation de « [2013, Année Européenne des Citoyens](#) ». L'ALDA continuera à travailler sur ses projets de jumelage et soutiendra la Citoyenneté Européenne avec ses 150 membres en Europe. L'association concentrera aussi son attention sur les programmes qui ont cours en Europe du Sud-est ainsi que sur tous les moyens possibles pour faire avancer leur intégration à l'UE, en se basant sur les thèmes de gouvernance locale et de soutien aux collectivités territoriales. Un nouveau bureau à Skopje travaille sur [le programme](#) de gouvernance locale [du programme de coopération décentralisée](#)

entre la Basse-Normandie et la Macédoine ainsi que sur celui de la coopération décentralisée entre la France et les Balkans.

En Europe de l'Est et dans le Caucase, l'ALDA travaille avec les ADL mais aussi, et c'est le cas en Biélorussie, avec des programmes de soutien à la démocratie locale. L'ALDA est fortement impliquée dans le Forum de la Société Civile du Partenariat Oriental (Civil Society Forum for Eastern Partnership) en tant que Coordinateur du sous-groupe « Administration locale et réforme de l'administration publique ». Par cette participation, elle travaille ainsi étroitement avec le Comité des Régions.

Pour ce qui est de la dimension méridionale et la Région MED, l'ALDA a poussé son implication. Des projets seront lancés en Tunisie et en Algérie, et notre expérience pourrait être réutilisée dans des pays en transition pour soutenir la gouvernance locale et la participation citoyenne dans la zone.

Avec le lancement du programme WTD (Working Together for Development/Travaillons ensemble pour le développement, le premier comité de pilotage se réunira le 28 mars à Bruxelles) l'ALDA apporte son expérience dans le champ du développement, pour le soutien aux collectivités territoriales et à la société civile.

Enfin mais pas des moindres, afin d'accomplir son mandat, ALDA est ouverte pour travailler avec de nouveaux partenaires en Europe. Elle a rejoint plusieurs réseaux dans laquelle sa participation sera active, telle que Concord, Civicus et le Mouvement Européen.



DE NOUVEAUX PROJETS POUR L'ALDA : TIC-TAC – FORMATIONS, INFORMATION, COOPERATION-VERS UNE CITOYENNETE ACTIVE

ALDA est en train de lancer un nouveau projet intitulé TIC-TAC (formation, information, coopération – Vers une citoyenneté active) qui prendra fin le 17 janvier 2013.

Le projet TIC-TAC a pour but de promouvoir les valeurs du programme « L'Europe pour les Citoyens ». Il renforce aussi la participation des potentielles parties prenantes du programme. Pour ce faire, une plateforme a été créée. Elle permet la mise en place de partenariats durables tout en réunissant un nombre significatif de parties prenantes, venant d'horizons différents (Association de collectivités territoriales, ONG, collectivités territoriales, citoyens).

Les activités principales seront : une session internationale de formation à Bruxelles, portant sur les actions du programme « L'Europe pour les citoyens », l'organisation de 12 journées d'information en local et d'un évènement international « Pour une citoyenneté juste » (Citizenship Fair) qui a pour but de promouvoir l'échange de bonnes pratiques entre les partenaires et de créer et renforcer les relations. Ce dernier est permis par la mise en place d'un réseau dynamique et interactif.

Le partenariat est composé de 22 structures telles que des associations de collectivités territoriales, des collectivités territoriales, des ONG et d'autres acteurs privés et publics. Les médias seront aussi impliqués.

Pour plus d'informations, veuillez contacter Marine Henry, chef de projet à l'ALDA en charge de la citoyenneté active. (marine.henry@aldaintranet.org, +33 (0)3 90 21 45 93).

LA MEMOIRE POUR UN FUTUR PACIFIQUE



Le 27 janvier 1945 il y a 67 ans, le camp allemand de concentration et d'extermination d'Auschwitz-Birkenai était libéré par l'armée russe. Cet événement donna le nom de journée internationale du mémorial de l'holocauste à cette date chaque année.

Une nouvelle Europe a été construite sur les ruines de la guerre, avec la conviction que quelque chose comme la Shoah ne devrait jamais plus arriver.

C'est pour lutter contre ce type de passé que les Agences de démocratie locale ont été créées au lendemain du conflit qui brisa l'ex-Yougoslavie, avec l'objectif d'aider à construire une société fondée sur des principes démocratiques, la règle de droit et le respect des droits de l'homme et des minorités.

Engager différents groupes ethniques dans cet effort et, en même temps, engager une médiation entre eux, a reconfirmé aux Agences de démocratie locale et à leur association parapluie l'Association des Agences de démocratie locale (ALDA) que le passé joue un rôle important dans la construction d'un futur basé sur la tolérance et la réconciliation.

Ensemble avec ses partenaires, ALDA travaille chaque jour à la compréhension interculturelle et à la participation active des citoyens dans son programme "Mémoire active". Le Président de l'ALDA, Per Vinther, insiste sur le point que "nous sommes constamment rappelés au fait qu'il est nécessaire que les gens se souviennent de leur passé et apprennent des erreurs que leurs ancêtres ont fait. Ceci a également un lien direct sur l'appréciation des bénéfices de vivre dans une société démocratique."

L'association des Agences de démocratie locale (ALDA) est fortement engagée dans la promotion de la citoyenneté active à travers le programme "Europe pour les citoyens" et a entrepris, dans ce sillon, le projet récemment terminé PEACE- Peaceful Education for Active Citizenship in Europe- qui conclut à un engagement des partenaires du réseau à travailler ensemble sur la conscience historique des jeunes dans leurs pays et dans l'Europe comme un pré-requis pour la survie de nos sociétés pacifiques et démocratiques.



POSITIF LES RÉSULTATS DU RÉFÉRENDUM EN CROATIE

On s'est attendu aux résultats positifs du référendum en Croatie. 66 % des électeurs ont soutenu le processus d'intégration à l'Union européenne qui devrait avoir lieu en juillet 2013. La Croatie sera le 28ème membre de l'Union européenne.

Pour ALDA, l'Association d'Agences de Démocratie Locales et pour les trois Agences de la Démocratie Locale en Croatie (Osijek, Sisak et Verteneglio/Brtonigla) c'est un accomplissement réel et un succès, après 15 ans de travail active vers cet objectif.

Depuis le lancement de l'UE la Stabilisation et le Processus d'Association, ALDA et les ADLs ont travaillé pour promouvoir en Croatie les normes de l'Union européenne en termes de démocratie et le développement des collectivités locales et de la société civile.

"Le travail des Agences de la Démocratie Locale en Croatie, qui ont été si précieuses aux communautés croates depuis 1993 dans la promotion de droits de l'homme et la démocratie, devra être transformé dans un support émérite précieux pour des collectivités locales et des ONG (des organisations non gouvernementales). Le ADLs seront alors associés pleins de l'Association des Agences de la Démocratie Locale pour ses activités futures dans le reste des Balkans Occidentaux où il y a toujours huit Agences de Démocratie Locale actives. Nous croyons que la Croatie sera un membre actif de l'Union européenne et une force pour stabiliser et développer ses voisins en Europe du Sud-Est", dit le Président d'ALDA, M. Per Vinther.



LA PROPOSITION D'ALDA SUR "2013: L'ANNEE EUROPEENNE DES CITOYENS" A L'AUDITION PUBLIQUE DU COMITE ECONOMIQUE ET SOCIAL EUROPEEN. (BRUXELLES, 26 ET 27 JANVIER 2012)

"L'année européenne des citoyens, suggérée par la [Commission Européenne](#) pour 2013, qui se focalise actuellement sur les droits, et principalement sur le

droit de circuler et de travailler dans l'Union doit avoir une dimension plus large et promouvoir l'identité et la citoyenneté européenne, y compris les aspects sociaux et culturels." Voici la principale [proposition de ALDA](#) concernant cette année européenne 2013 exprimée pendant l'audition publique organisée par le Comité économique et social européen à Bruxelles.

Le Comité économique et social européen est en train d'écrire une opinion sur la proposition de la Commission Européenne et souhaiterait donner à chaque citoyen européen, entreprise, syndicats, etc une opportunité de contribuer à cette opinion; laquelle devra être envoyée au Parlement Européen, à la Commission et au Conseil une fois adoptée.

Une première réunion d'ONG a eu lieu à Bruxelles, au Comité économique et social européen le 27 janvier. ALDA était représentée par Mr Marco Boaria. Mme Antonella Valmorbida, Directeur d'ALDA, était présente à l'audition publique la veille.

" Nous sommes intéressés par une alliance qui aurait pour principal but de promouvoir la participation d'un large spectre d'organisations de la société civile travaillant à la promotion de la citoyenneté européenne et à la mise en oeuvre de l'année européenne des citoyens 2013. ALDA soutient l'idée d'organiser rapidement des groupes décentralisés de support au niveau national", a déclaré Mme Valmorbida.

ALDA pense que les activités de l'"année" devraient être organisées bien au-delà des nouveaux Etats membres mais également dans les pays futurs membres (qui sont en processus d'élargissement) ainsi que les pays du programme interrégional ENPI puisqu'ils sont les bénéficiaires directs des effets en tant que voisins de l'Europe.

ALDA propose que le programme de l'année européenne 2013 sur les citoyens travaille principalement avec des petits événements locaux et ne focalise pas seulement sur des discussions de haut niveau, et ce afin de faciliter l'engagement de la société civile et des autorités locales et de promouvoir un débat ouvert sur le futur des mécanismes de participation visant à renforcer l'identité européenne et le projet Européen.

ALDA propose également d'atteindre, grâce à l'année européenne 2013 des citoyens, des objectifs politiques en termes de participation citoyenne (et des mécanismes pour les faciliter) avec des initiatives législatives, bonnes pratiques au niveau communautaire, etc. Le groupe, qui prépare l'année, devrait fixer des objectifs hauts en planifiant l'année dans cette direction et en prenant en considération les élections du parlement européen en 2014.

Pour plus d'information, veuillez visiter le [site du Comité économique et social européen](#).



LE RESEAU FRANCE-BALKANS: DECISIF COMMITE DE DIRECTION TENU A BRUXELLES (24 JANVIER 2012)

Le réseau France-Balkans s'est réuni pour son comité de direction annuel à Bruxelles, au comité des Régions le 24 février 2012. Les partenaires français ont eu l'opportunité de discuter de la récente décision du Conseil Régional d'Auvergne de transférer le rôle de chef de file au Pays Vichy Auvergne.

Le programme de coopération décentralisée France-Balkans vise à promouvoir le développement de la bonne gouvernance au niveau local et régional et à améliorer les capacités des autorités locales pour leur permettre de fonctionner et de prodiguer de bons services à leurs citoyens. Ce projet propose d'atteindre cet objectif en créant un réseau d'autorités locales françaises impliquées dans les Balkans et les parties prenantes balkaniques dans le but de travailler sur un plan commun qui ouvrirait le programme à d'autres partenaires en Europe. Les partenaires ont réitérés la dimension politique du réseau qui vise à renforcer et à stabiliser le processus

démocratique dans la région des Balkans; à soutenir le processus d'intégration européenne des pays candidats et potentiels candidats; à ouvrir les territoires français à la coopération avec les autorités locales et régionales balkaniques. Pendant la réunion, les partenaires ont eu un échange de vues avec un représentant de l'Ambassade française et deux représentants de la DG Elargissement avec qui ils ont discuté de la contribution des autorités locales françaises mais aussi européennes au processus d'élargissement de l'UE. Dans cette perspective, les partenaires ont donné un nouvel élan au programme en mettant en valeur l'approche territoriale du développement comme une contribution à l'intégration européenne des Balkans. Ils ont également confirmé leur intérêt pour l'approche multi-acteur/multi-secteur, qui vise à rassembler des experts et les contributions des acteurs politiques, sociaux, économiques intéressés à investir dans les Balkans et donc à ouvrir de nouvelles opportunités pour la coopération et l'investissement au niveau européen. Ils ont également finalisé le plan d'action pour 2012 qui consiste en trois événements sur les thèmes du tourisme et des activités en plein air; de la gestion de l'eau, des nouvelles technologies et des droits de l'homme. Finalement, les partenaires ont renouvelé leur engagement dans les activités de réseautage et décidé d'ouvrir le réseau à davantage de partenaires français et européens tels que l'Italie, l'Autriche et également la Turquie.

Pour plus d'informations, veuillez regarder [l'agenda](#) et la [liste des participants](#).



LANCEMENT OFFICIEL DU PROJET TANDEM EN BIELORUSSIE : CONFERENCE INTERNATIONALE ET PRESENTATION DES PROJETS DE MINI SUBVENTION (Minsk, les 16-17 décembre 2011)

Le projet TANDEM sur la coopération pour la participation citoyenne et le développement communautaire dans la République de Biélorussie a été officiellement lancé lors de la conférence internationale « Le développement durable et le partenariat entre la société civile et les autorités locales » à Minsk le 16 et 17 Décembre 2011. La conférence organisée par l'AADL et la Fondation Lev Sapieha, était consacrée à la présentation et le débat des projets de mini-subventions dans le cadre de TANDEM.

M. Llewellyn Edwards, chef des opérations à la Délégation de l'Union européenne en Biélorussie, a ouvert la conférence. Représentants des ONG biélorusses, des autorités locales ainsi que des représentants des ONG et des autorités locales de la Lettonie et la Lituanie ont participé à la conférence.

Les représentants de la Lituanie et la Lettonie ont partagé leur expérience des coopérations entre les autorités locales et les organisations communautaires ainsi que les activités menées dans leurs municipalités. Les représentants des ONG biélorusses, des autorités locales et des communes ont présenté les objectifs de leurs projets soutenus dans le cadre du projet TANDEM. Une partie de la conférence était consacrée à la gestion du projet, les rapports et les questions sur la façon de gérer un projet réussi. Une dizaine de projets ont été sélectionnés pour bénéficier d'un soutien dans le cadre du projet TANDEM. Ces projets visent à soutenir la coopération entre les autorités locales et les organisations de la société civile ainsi que la mise en œuvre des activités pour favoriser le développement durable au niveau local.

Il faut noter que la variété des projets et la diversité géographique sont remarquables. Parmi les projets, une organisation cycliste à Minsk, qui veut améliorer la qualité de pistes cyclables dans la capitale biélorusse et créer une infrastructure cyclable au micro niveau. L'Association des enfants et des jeunes de Gomel "(ASDEMO) en coopération avec les autorités locales à Gomel veut créer un lieu de loisir pour les jeunes. Un autre projet sur le patrimoine culturel sera mis en œuvre par le Centre d'information et des études régionales à Golshanskaya au nord-ouest du Bélarus. L'idée est de mettre en place un musée virtuel de l'Arc géodésique de Struve, de la chaîne de plaques commémoratives et des obélisques construits le long de la ligne méridienne de la Norvège à la Moldavie au 19ème siècle. Le projet vise à partager les connaissances de l'Arc géodésique de Struve et de découvrir le potentiel historique et culturel des régions de l'Arc de Struve. En 2005, l'arc géodésique de Struve est inscrit sur la liste du patrimoine mondial. Le projet sera mis en œuvre avec le soutien de la municipalité Gulbene Lettonie située près de la ligne de l'Arc.

Les projets subventionnés devront faire une demande d'enregistrement auprès le Département des activités humanitaires de l'Administration des affaires présidentielles du Biélorussie afin d'être en mesure de recevoir les subventions allouées. Les projets seront approuvés pour une période de 12 mois.

Le projet TANDEM est soutenu par le programme « Les acteurs non étatiques et les autorités locales dans le développement » de l'Union européenne. Le projet sera mis en œuvre par l'AADL en coopération avec la Fondation Lev Sapieha et l'Organisation pour femmes actives biélorusses. Le projet se termine au premier semestre de 2013.

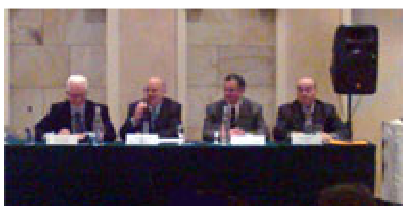


SEMAINE EUROPEENNE DE LA DEMOCRATIE LOCALE 2012 (SEDL 2012) REUNION DE COORDINATION A PARIS (19 janvier)

La réunion générale de la SEDL a eu lieu le 19 janvier au bureau du Conseil de l'Europe à Paris. L'objectif était d'évaluer l'édition 2011 et de préparer la nouvelle édition 2012. A cette réunion, le Président de l'AADL, M. Per Vinther a aussi présenté la ville croate de Sisak qualifiée cette année de « Ville 12 étoiles ».

L'Association nationale des autorités locales, les institutions et associations européennes ainsi que d'autres partenaires internationales de la SEDL étaient invités à participer à cette réunion. Les 19 maires des villes participantes à l'édition de la SEDL 2011 avec le statut de « villes 12 étoiles » étaient aussi invitées à participer afin de partager leurs expériences et points de vue. La moitié des « villes 12 étoiles » étaient présentes à la réunion, profitant de cette occasion pour présenter leurs activités de la Semaine européenne de la démocratie locale.

Les participants ont discuté au sujet de la nouvelle édition 2012 intitulée « la cohésion sociale ». Le titre de la nouvelle édition sera confirmé la semaine prochaine par la SEDL.



ROLES DES AUTORITES LOCALES ET LA SOCIETE CIVILE DANS LA PROMOTION DE LA MIGRATION ET L'INCLUSION SOCIALE AINSI QUE L'EGALITE DES SEXES LORS DE L'EVENEMENT FINAL DU PROJET STAND.UP (MALTE, 16-17 JANVIER 2012)

Le ministre de l'Intérieur et des Affaires parlementaires à Malte, M. Carmelo Misfud Bonnici, a participé à l'événement final du projet "STAND.UP: « Renforcer les jumelages et la mise en réseau pour un accord durable. Unis en partenariat » qui a eu lieu à Malte (16-17 Janvier 2012).

La conférence internationale "Intégration sociale et l'égalité des sexes à travers un bon système de gouvernance locale" a réuni plus de 80 représentants des autorités locales et organisations de la société civile venant de 11 pays de l'Europe élargie. C'était une occasion unique pour discuter sur le rôle des autorités locales et les organisations de la société civile dans la promotion des activités communes favorisant l'inclusion sociale, en particulier l'inclusion des migrants dans la vie locale et l'égalité des sexes au niveau local.

Le projet STAND.UP est mis en œuvre par AADL en coopération avec 17 partenaires internationaux. Ce projet vise à promouvoir la participation et l'interaction des citoyens avec les institutions locales et européennes, utilisant la méthodologie de jumelage des villes.

Pendant la conférence, une comparaison a été faite des expériences de Malte et la Région italienne Puglia avec l'accueil des migrants de l'Afrique du Nord. De plus, la présence des organisations locales et internationales favorisant l'égalité des sexes a encouragé les maires de partager les expériences avec leurs homologues des autres pays européens. L'événement a fortement bénéficié de l'appui des personnes institutionnelles compétentes tel que M. Carmelo Bonnici Misfud, Ministre de l'Intérieur et des Affaires parlementaires à Malte et de la contribution de M. Michael Cohen, président du Conseil des Associations locales. Son présence a renforcé la dissémination des résultats du projet. Dans le cadre de l'événement, un comité de pilotage des partenaires du projet était organisé afin de définir le suivi du projet.

Pour plus d'information contactez M. Alfonso Aliberti, chargée de mission à l'ALDA : alfonso.aliberti@aldaintranet.org.

Télécharger [ici](#) les résultats du projet.

[Speech by the Minister Hon. Carmelo Mifsud Bonnici](#)

 [STANDUP PROJECT ON MALTATODAY 17-01-2012](#)



ALDA NOMINEE POUR LA 5ème PRIX DE CITOYEN ACTIVE DE L'EUROPE

AADL était nominé pour le 5^{ème} [prix de Citoyen active de l'Europe](#) pour ses efforts en matière de bénévolat et des programmes de citoyenneté active.

La décision était donnée lors de la 20^{ème} Conférence VolontEurope, qui a eu lieu à Edimbourg, en partenariat avec CSV en Ecosse et soutenu par le programme «Europe pour les citoyens». la Commission européenne. Ce Prix reconnaît les bénévoles et les ONG de volontariat, ainsi que les sociétés

travaillant avec des programmes de volontariat, qui se sont révélés être des pionniers et ambassadeurs exceptionnels des activités bénévoles et de la citoyenneté active.

Ce prix reconnaît le travail remarquable de l'ALDA dans ce domaine.

Les gagnants pour l'année 2011, choisis par le jury :

Parmi les ONG : Scottish European Educational Trust (Ecosse), Sue Ryder (travail pour le bénévolat en prison en Ecosse), Serve the City (Europe-wide),

Parmi les volontaires: Redhall Walled Garden Trainees (Ecosse), Saronikos Young Volunteers in Action (Grèce), et

Parmi les entreprises: Fundação INATEL - 'Conversa Amiga' Programme (Portugal).



PROJECT INTACT: RENCONTRE DES ETUDIANTS SUR LES VALEURS EUROPEENS, CITOYENNETE ACTIVE ET JUMELLAGE A BRINDISI (16 décembre 2011)

Dans le cadre du projet INTACT, financé par le programme Europe pour les citoyens de l'Union européenne, un événement pour les étudiants des écoles secondaires était organisé à Brindisi (Italie).

La rencontre, promue par la municipalité de Brindisi ensemble avec le Bureau de la coopération de l'AADL dans la ville, le Centre d'Information Jeunesse et en collaboration avec l'IPRES, a eu lieu le 16 décembre à la mairie de Brindisi.

A l'introduction de la rencontre les promoteurs ont présenté le projet et ses objectifs et les activités de jumelage de la municipalité de Brindisi.

Les étudiants étaient impliqués dans un débat sur la citoyenneté active et le jumelage, visant à l'identification des nouveaux besoins ou des perceptions sur ces questions. Ils ont travaillé en groupes de travail. Les étudiants ont discuté sur les sujets de la rencontre et ils ont répondu à un questionnaire sur l'identité européenne. Les résultats de leur travail étaient ensuite présentés à tous les participants pendant la session plénière. Cette rencontre a permis d'identifier le niveau de connaissance des jeunes dans le domaine des jumelages. Elle a aussi donné des propositions sur la citoyenneté active, l'identité européenne et les programmes de jumelage. Les résultats de la session plénière seront partagés avec les autres partenaires du projet INTACT.

[Télécharger le revue de presse de la rencontre](#)

[Télécharger la vidéo](#)

ACTUALITE ADL



DZENANA DEDIC (ALD MOSTAR), LA NOUVELLE DELEGUEE DES ADL AU CONSEIL DE DIRECTION DE L'AADL

Mme Dzenana Dedic de l'ADL Mostar, (BiH) a été nommée nouvelle représentante des Délégués au Conseil de direction de l'AADL. La décision était prise pendant la dernière réunion de la coordination des Délégués les 9-10 de Janvier à Nis (SRB). Elle substituera M. Umberto Ademollo, Délégué de

l'ADL Verteneglio. Son mandat durera un an.

Nous avons fait une interview avec Mme Dedic à cette occasion.

(Photo: Dzenana Dedic au centre, avec le personnel de l'ADL de Mostar)

Pourriez-vous nous dire un peu plus sur vous et sur votre implication dans la LDA Mostar et dans le réseau ADL?

J'ai commencé mon engagement dans l'ADL de Mostar en août 2004, après presque 10 ans d'expérience dans le secteur associatif avec l'inauguration officielle de l'ADL à Mostar, le 22 novembre 2004. Jusqu'à la fin de 2009 j'étais l'assistante du Délégué et d'après la loi locale j'étais directrice de l'ADL enregistrée en tant qu'association locale. Depuis 2010 je suis Déléguée de l'ADL Mostar.

Comment vous voyez votre contribution au Conseil de direction en tant que représentante des Délégués?

En général, je vois mon travail comme un défi et une chance de participer au processus de démocratisation de mon pays et la région balkanique. Le réseau des ADL est un instrument excellent pour atteindre ce but car il nous donne une possibilité de réaliser beaucoup d'actions significatives avec souplesse et immédiateté. Les délégués des ADL devront utiliser cette opportunité régulièrement afin de renforcer la coopération entre les ADL et leurs partenaires. Ils devront aussi apporter à de la matière à l'AADL pour améliorer sa position au niveau européen et renforcer sa crédibilité acquise durant les années de travail actif.

Pour conclure, où voyez-vous le réseau ADL à l'avenir?

Je vois les ADL comme des partenaires forts et crédibles des gouvernements locaux et nationaux. Et pour l'ALDA je la vois comme un partenaire fort des institutions européennes en particulier dans le processus des préadhésion et l'élargissement de l'Union européennes. Il faudrait que nous trouvions un bon modèle pour rester en relations étroites avec les ADL croates après l'adhésion de la Croatie à l'UE.



PROJET IPA BOSNIE ET HERZEGOVINE "SOCIETE CIVILE EN ACTION POUR UN DIALOGUE ET DES PARTENARIATS "NOUVELLES DE LA PAIX"

"Nouvelles de la paix", le [bulletin électronique](#) de l'Organisation en Bosnie "Mreza Za Mira Izgradnju", «réseau de consolidation de la paix» dont l'ADL de Mostar est membre, dans le numéro de janvier 2012 a publié un article sur le projet «Société civile dans l'action pour dialogue et le partenariat».

Le projet est mis en œuvre par l'AADL, tandis que les partenaires sont les Agences de la démocratie locale de Mostar, Zavidovici (Bosnie-Herzégovine), Osijek (Croatie), Subotica (Serbie), ainsi que le Forum des citoyens de Tuzla, Centre de Développement Local Breza, DON Prijedor et Novena de Bihac en Bosnie-Herzégovine.

Le projet vise à renforcer le rôle démocratique des associations et la participation des citoyens dans la politique locale et la prise de décision par la promotion des accords de coopération et les problèmes des associations. Il est prévu d'avoir des mesures de soutien pour améliorer les capacités organisationnelles et gestionnaires des associations engagées dans la promotion de la démocratie de la société civile au niveau local, ainsi que de sensibiliser la population locale sur le potentiel démocratique de la société civile et leurs rôles dans la bonne gouvernance locale. Le projet a pour but de supporter le réseau d'associations au niveau local et national en Bosnie et Herzégovine et d'améliorer la prise de conscience des décideurs politiques sur les normes européennes de la bonne gouvernance locale et de la participation citoyenne ainsi que de promouvoir la coopération de la société civile et les autorités locales en Bosnie et Herzégovine avec leurs homologues dans les autres pays candidats ou candidats potentiels et les États membres de l'UE.



ADL MOSTAR ET SERBIE CENTRAL ET SUD - NIS ONT SIGNÉE DES ACCORDS DE PROJET DE L'ÉGALITÉ DES SEXES

Les ADL de Mostar et de la Serbie centrale et sud - Niš ont signé un accord de partenariat avec l'Association Fenomena de Kraljevo (Serbie) pour la mise en œuvre du projet sur la promotion de la Charte européenne pour l'égalité entre les femmes et les hommes au niveau local, pendant la première rencontre du

projet les 11-12 Janvier 2012.

Le projet a été financé par la Commission européenne dans le cadre du Fonds IPA pour la société civile et sera mis en œuvre en 2012. L'Association Fenomenon, en tant que porteur du projet mettra en œuvre des actions en coopération avec d'autres organisations tels que le Centre pour la démocratie locale – ADL de Nis, Serbie; ANIMA - Centre pour les femmes et éducation sur la paix à Kotor, Monténégro, Agence de la démocratie locale à Mostar en Bosnie-Herzégovine et l'Kvinna till Kvinna Fondation à Stockholm, en Suède.

L'objectif global du projet est de contribuer au développement des politiques, mesures et budgets afin d'améliorer l'égalité entre les sexes en Serbie, le Monténégro et la Bosnie-Herzégovine.

L'objectif spécifique est la création des conditions pour développement des politiques, mesures et budgets afin d'améliorer l'égalité entre les sexes développant des plans d'action locaux pour mettre en œuvre la Charte européenne pour l'égalité dans les villes et les municipalités participant au projet.



LES ASSOCIATIONS CIVILES POUR L'UE

Le 18 janvier 2012, à l'occasion du référendum sur l'adhésion croate à l'Union européenne, l'ADL Osijek a organisé une conférence de presse commune avec 13 associations de la Communauté Osijek-Baranja. Dans le cadre de ce référendum, la coordination de la société civile a exprimé une position commune. Il a été souligné que le soutien de l'UE est un élément clé pour parvenir à un changement dans la société et que l'adhésion à l'UE demande un

travail encore plus renforcé sur la démocratie et l'amélioration des normes.

En outre, les participants considèrent que la Croatie est prête à rejoindre l'UE, l'adhésion apportera ainsi de nombreux avantages, particulièrement pour les jeunes au travers de la promotion de la mobilité dans l'éducation et le travail. L'Agence de la Démocratie Locale a été l'un des signataires de cette déclaration faite par les ONG.



CIVILNE UDRUGE ZA EU!

U povodu referenduma o pristupanju Hrvatske Europskoj uniji koordinacija udruga civilnog društva izrazila je zajednički stav. Naglašeno je kako je potpora EU bila ključan element za postizanje promjena u društvu, te kako treba pristupanjem Europskoj uniji i dalje raditi na demokratizaciji i podizanju standarda. Ocjenjuju kako je Hrvatska spremna za ulazak u uniju, te će pristupanje uniji donijeti brojne beneficije, osobito mladima, kroz poticanje mobilnosti u obrazovanju i radu. Agencija lokalne demokracije bila je jedna od udruga potpisnica ove izjave.

Osijek TV news

[Radio Osijek: Miljenko Turniski - Agencija lokalne demokracije Osijek](#)
[Glas Slavonije 19/01/2012](#)
[HRT Radio Osijek 18/01/2012](#)
[Osijek031.com 18/01/2012](#)



ADL OSIJEK: LA DÉLÉGATION ITALIENNE VISITE LA 5ÈME MANIFESTATION DE LA NATIVITÉ À ALJMAŠ (CRO)

Du 4 au 7 janvier 2012 la délégation italienne composée des représentants de la Municipalité de Montenero di Bisaccia et de leur association Pro Loco, ont visité la cinquième Manifestation de la Nativité à Aljmaš, un village de l'Est de la Croatie. La première manifestation, qui a eu lieu il y a 5 ans, avait été préparée en collaboration avec l'ADL Osijek dans la municipalité d'Erdut, qui a

effectivement un bon potentiel pour le développement d'un tourisme religieux grâce à son sanctuaire à Aljmaš.

C'est la troisième fois que la délégation de la région Molise visite cette manifestation. Les membres de cette équipe ont encore une fois joué le rôle des Trois Rois Mages, devenant une sorte de tradition. Dans la Municipalité de Montenero, cette manifestation se prépare chaque année depuis 30 ans. Pour les quatre jours de la manifestation, cette année, ils ont réussi à impliquer environ 200 bénévoles et à attirer 15000 visiteurs. Le succès de l'organisation de la manifestation est apparu comme un bon exemple d'organisation pour les habitants d'Erdut.

Ces cinq années de coopération ont permis aux citoyens et aux représentants des autorités locales d'échanger leurs idées, de discuter des défis communs et d'identifier les domaines de coopération à venir.

TALIJANSKA DELEGACIJA POSJETILA MANIFESTACIJU ŽIVE JASLICE U ALJMAŠU

Od 4. do 7. siječnja 2012 talijanska delegacija koju su činili predstavnici grada Montenero Di Bisaccia i njihove asocijacije Pro Loco posjetili manifestaciju Živih jaslica u Aljmašu koja se u ovom dijelu Istočne Hrvatske događa već 5. puta. Upravo oni su prije godina zajedno s Agencijom lokalne demokracije u Osijeku inicirali pokretanje ove manifestacije na području Općine Erdut koja uistinu ima mnogo potencijala za razvoj vjerskog turizma u aljmaškom marijanskom svetištu. Ovo je treća posjeta moliške delegacije manifestaciju na kojoj su već tradicionalni glumili sveta tri kralja. Sličnu manifestaciju zadnjih 30 godina oni pripremaju i u svom gradiću. Tijekom četiri dana ove su godine uspjeli uključiti dvjestotinjak volontera u samu manifestaciju i privući 15000 posjetitelja. Njihova metodologija i uspjeh definitivno su nešto čemu se i aljmašani nadaju. Kroz pet godina ova manifestacija omogućila je kako građanima tako i predstavnicima lokalnih vlasti da razmjene ideje, razgovaraju o zajedničkim izazovima te identificiraju područja buduće suradnje.

ÉCLARATION DE L'ALDA ET DES ADL



DÉCLARATION CONJOINTE DE L'ALDA ET DES ADL SUR LE RÉFÉRENDUM EN CROATIE

Lors du referendum de l'UE, L'ALDA et les ADL croates ont une position commune qui est celle d'encourager tous les citoyens en Croatie à prendre un rôle actif et de voter pour rapprocher la Croatie de l'Union européenne.

Les Agences de Démocratie Locale à Osijek, Sisak et Brtonigla, l'ALDA, dont le siège est à Strasbourg, et les autres ADL situés dans les Balkans occidentaux, ont signé une déclaration publique :

“Nous comprenons et nous avons vécu le processus d'intégration européenne comme un processus d'affirmation de valeurs sociales positives, des libertés civiles et de la primauté du droit. La perspective européenne a ouvert pour la société croate la possibilité de créer de nouvelles politiques avec des normes plus élevées dans divers domaines de la vie sociale et économique. Pendant de nombreuses années, par l'implication des citoyens et des autorités locales et régionales, les membres de notre organisation et de notre réseau dans l'Europe du Sud, ont soutenu et préconisé les normes et les valeurs européennes.

Notre expérience de longue date auprès des communautés locales croates, nous ont montré que le soutien des institutions européennes a été un élément clé de ces dernières années pour réaliser des réformes sociales et économiques et des changements équitables.

Profondément conscients des nombreux défis que la Croatie doit faire face pour son adhésion à l'UE, nous considérons cette phase comme un appui à la fois pour le présent mais aussi pour le futur processus de la stabilité démocratique, du renforcement des institutions, du développement régional équilibré, du renforcement des politiques sociales justes et du développement économique.

Nous considérons qu'il est important de développer une culture de la démocratie participative et de la citoyenneté active, et nous appuyons fermement la participation des citoyens dans les processus décisionnels. Dans cette perspective, nous encourageons tous les citoyens croates à prendre un rôle actif et de voter pour rapprocher la Croatie de l'Union européenne, maintenant plus que jamais.”

La déclaration a été signée par: l'Association des Agences de la Démocratie Locale – ALDA, les ADL Croates de Sisak, Osijek et Brtonigla et les Agences de la Démocratie Locale de Prijedor, Zavidovici, Mostar, Niksic, Subotica, Nis, Peja et Shkodra.

ZAJEDNIČKA IZJAVA ALDA-e I ALD-e POVODOM REFERENDUMA O ULASKU HRVATSKE U EUROPSKU UNIJU

Povodom referenduma o ulasku Hrvatske u Europsku uniju, Agencije lokalne demokracije Sisak, Osijek i Brtonigla te Asocijacija Agencija lokalne demokracije sa sjedištem u Strasbourgu, Francuska, daju zajedničku javnu izjavu:

Proces europskih integracija shvaćamo, a i iskusili smo ga, kao proces afirmiranja pozitivnih društvenih vrijednosti, građanskih sloboda i vladavine prava. Europska perspektiva otvorila je hrvatskom društvu priliku za stvaranje novih politika s višim standardima u različitim poljima društvenog i ekonomskog života. Uključujući građane, lokalne i regionalne vlasti naše organizacije i članovi naše mreže iz Jugoistočne Europe već dugi niz godina podupiru i zagovaraju europske standarde i vrijednosti.

Dugogodišnje djelovanje naših organizacija u lokalnim zajednicama diljem Hrvatske, pokazalo nam je da je upravo potpora europskih institucija bila ključni element zadnjih godina za postizanje socijalnih i ekonomskih reformi i promjena. Duboko svjesni mnogih izazova s kojima se Hrvatska suočava u ovom trenutku pristupanja Europskoj uniji, smatramo kako je to korak u podršci trenutnog, ali i budućeg procesa stabilizacije demokracije, jačanja institucija, ravnomjernog regionalnog razvoja, pravedne socijalne politike i ekonomskog razvoja.

Smatramo kako je važno razviti kulturu sudioničke demokracije i aktivnog građanstva te snažno podupiremo sudjelovanje građana u procesima donošenja odluka. S ovim stajalištem potičemo građane Hrvatske da preuzmu aktivnu ulogu i izađu na referendum te tako doprinesu još više približe Hrvatsku Europskoj uniji.

Asocijacija Agencija lokalne demokracije – ALDA, Hrvatske Agencije lokalne demokracije Sisak, Osijek i Brtonigla, Agencije lokalne demokracije Prijedor, Zavidovici, Mostar, Nikšić, Subotica, Niš, Peć, Skadar



“QUE LES AUTORITES DE LA BOSNIE-HERZEGOVINE, LE MONTENEGRO ET LA SERBIE ACCELERENT LA PROCEDURE DE JOINDRE LE PROGRAMME EUROPE POUR LES CITOYENS“. APPEL DES DELEGUES DES ADL DES BALKANS OCCIDENTAUX

Les délégués des ADL des Balkans occidentaux ont adressé une demande auprès des autorités de la Bosnie-Herzégovine, du Monténégro et de la Serbie et ont exprimé leur intérêt de prendre part au programme Europe pour les citoyens d'une manière formelle, d'accélérer la procédure de joindre ce programme européen.

A leur première réunion de coordination régionale et constitution de partenariat du 10 janvier à Nis, Serbie, les délégués des ADL ont revu l'état des lieux actuels et les défis de la démocratie locale dans la région en vue de renforcer leur rôle dans le processus d'intégration européenne des pays des Balkans occidentaux.

Prenant en considération que le niveau local de gouvernance devrait avoir un rôle plus important quant à l'intégration européenne, et que jusqu'ici la Croatie, l'Albanie et la Macédoine ont pris part dans le programme « Europe pour les citoyens » en tant qu'un des instrument le plus important qui fait le lien entre les gouvernements locaux et les citoyens autour de l'Europe. il est écrit dans la déclaration commune des ADL « Nous adressons un appel aux autorités de la Bosnie-Herzégovine, le Monténégro et la Serbie, qui ont exprimé leur intérêt de prendre part au programme «Europe pour les citoyens d'une manière formelle, d'accélérer la procédure de joindre ce programme européen au plus vite. »

Cette demande a été faite de la part des délégués des ADL de Sisak, Osjek, Verteneglio (Croatie), Prijedor, Zavidovici, Mostar (Bosnie-Herzégovine), Subotica, Nis (Serbie), Niksic (Monténégro), Peja (Kosovo) and Shkodra (Albanie).